

N° 2228

CONSEIL D'ÉTAT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Convention de Genève, du 9 septembre
1926, relative à l'Esclavage -
Opportunité d'adhésion du Grand-
Duché. -

1927/28.

M. Kuntz
Lecteur
Boutier
Lidenbach
Gharago.

Staatsarchiv Luxemburg

Abt. 5.

Nr. 2709

Th

Sp

circu

44.

Grund

Lehr

Grund

Lehr

Lehr

Lap

per

11.

Gouvernement
Affaires Etrangères

Luxembourg, le 1er octobre 1927.

14

Spéc. b. v. fait
circuler :

M. H.
Mundt
Lecteur
Goutier
Heidenbusch
Gelschag. - D.

10118

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une copie certifiée conforme de la convention relative à l'esclavage signée à Genève, le 25 septembre 1926 sous les auspices de la Société des Nations.

Je vous prie de bien vouloir me faire tenir l'avis de votre haute compagnie sur l'opportunité d'une adhésion du Luxembourg à cette convention.

Le Ministre d'Etat, Président du
Gouvernement,

[Signature]

La pièce est
restée au
11.10.1928

Monsieur le Président du Conseil d'Etat

E/V.

App

W
se
do
we
low
by
il
rel
de
app

de

5.

Gouvernement

Luxembourg, le 11 octobre 1927.

Affaires Etrangères

Monsieur le Président du Conseil d'Etat

a

Luxembourg.

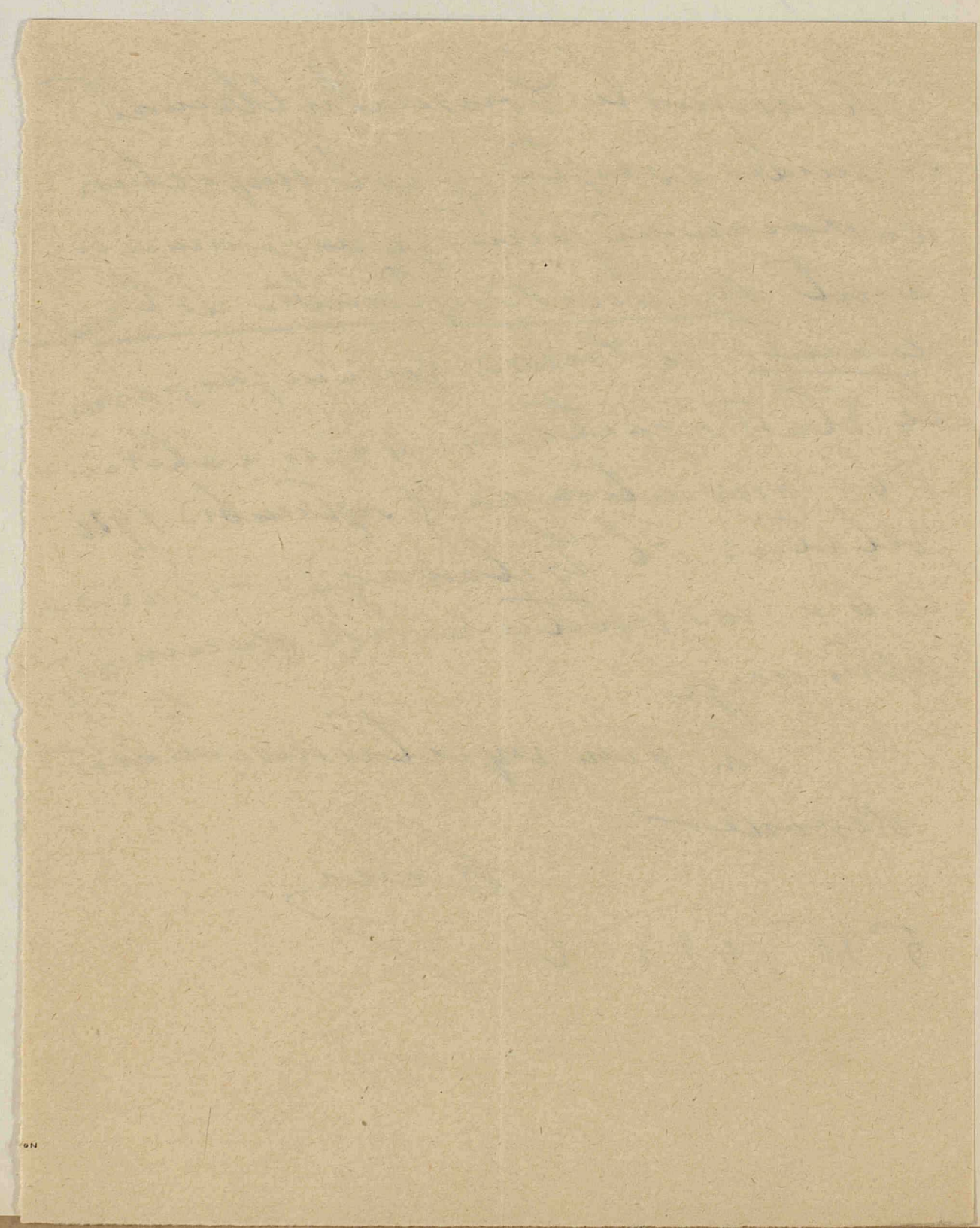
Monsieur le Président,

Monsieur le Conseil d'Etat
se rendra compte par l'inspection
du document joint, au commun
ment du mois de septembre de l'année
passée, la Suisse, qui n'est pas parmi
les Etats signataires, n'a pas adhéré
à la convention du 4 septembre 1926
relative à l'Eschavaz. - Prière
de b.v. imperturbable le document
après usage.

Très respectueusement
dévoué

5. X 1927

App



Gouvernement

Luxembourg, le 11 octobre 1927.

Affaires Etrangères

Monsieur le Président du Conseil d'Etat

a

Luxembourg.

Monsieur le Président,

Suite à ma lettre du 1. octobre 1927 relative à la ratification de la Convention de l'Esclavage signée à Genève le 25 septembre 1926 j'ai l'honneur de vous informer que les pays suivants viennent de ratifier également la dite Convention:

L'Autriche, le 19 août 1927,

Haïti, le 3 septembre "

la Norvège, le 10 septembre ",

l'Espagne, le 12 septembre ",

la Belgique, le 23 septembre ",

le Nicaragua et le Portugal, le 25 septembre 1927.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.



Received of the Treasurer of the State of New York

the sum of \$100.00

for the purchase of the land

of the State of New York

for the purchase of the land

of the State of New York

for the purchase of the land

of the State of New York

for the purchase of the land

of the State of New York

for the purchase of the land

of the State of New York

for the purchase of the land

of the State of New York

for the purchase of the land

of the State of New York

[Signature]

2
Cause
ad
de
a
41
fr
con
un
in
on
de
ut
ca
lu
it
gr

C

Le Gouvernement a demandé l'avis du
Conseil d'Etat sur l'opportunité d'une
adhésion du Luxembourg à la Convention
de Genève du 23 septembre 1926, relative
à l'esclavage.

Bien que le Délai fixé par l'art.
11 ~~pour~~ pour la signature de la Convention
par les Etats membres de la Société des Nations
soit expiré, il n'en est pas moins laissé,
suivant le même article, aux Etats non
signataires, d'adhérer encore, qu'ils soient
ou non, membres de la Société des Nations.

Mais quel que puisse être l'intérêt
du Gr. Duché à affirmer son indépendance
et sa vitalité par l'adoption de
conventions internationales élaborées sans
les auspices de la Société des Nations,
il en est cependant parmi les arrangements
qui, par leur nature même, semblent

6

0
ани

Crab

oh

Con.

La

2

2

er

4

2.

2

2

Lu

Re

(2)
exclure la participation de notre pays.

Telle est, de l'avis du Conseil, la
Convention lui soumise, sur l'esclavage.

Le Luxembourg ne connaît ni l'esclavage
(art. 1 et 2), ni le travail forcé ~~(mais)~~ ^{ou}
obligatoire (5). Il ne sera jamais dans le
cas de pouvoir réprimer l'embarquement,
le débarquement ou les transports d'esclaves
dans ses eaux territoriales, ainsi que sur
des navires arborant son pavillon (art. 3).

Les dispositions de notre Code pénal
concernant la détention illégale (art. 147,
152, 155, 159, 434 et 438 c. pén.), avec
l'art. 12 de la Constitution, sont les seules
qui, ^(hypothèse) peut-être et dans certains ~~cas~~, pourraient
servir à la répression de l'esclavage. Or,
la publication ^(dans le Luxembourg) de dispositions spéciales
destinées à donner effet à la Convention,

Manuscript of the 11th century

Manuscript of the 11th century

Manuscript of the 11th century

Manuscript of the 11th century

Manuscript of the 11th century

Manuscript of the 11th century

Manuscript of the 11th century

obli
ris
et
pas
ris
le
en
ad
d
en

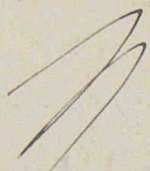
obligation pour les États signataires (Art. 6.)
 risquerait de friser le ridicule.

La plupart des pays ^(européens) qui ont signé
 et ratifiés la Convention, ou qui y ont adhéré,
 possèdent des colonies ou, au moins, ont une
 issue sur la mer : ce qui n'est pas le cas pour
 le Grand-Duché. La Suisse, dont la situation
 est voisine à la nôtre, n'a ni signé, ni
 adhéré (Cf. le relevé du mois de septembre 1928).

En résumé, il semble que l'adhésion
 du Luxembourg ne pourrait présenter
 aucune utilité.

ainsi délibéré en séance plénière, le 7 décembre
 1928.

Le Secrétaire



Le Président



